

Rapport Global sur la Finance Islamique 2016 (RGFI)

OUSMANE SECK*¹

SALMAN SYED ALI*

DAWOOD ASHRAF*

Contexte

Le Groupe de la Banque Islamique de Développement (IDBG) s'est associé au Groupe de la Banque mondiale pour publier le RGFI 2016. Ce rapport intitulé «Finance islamique: un catalyseur de la prospérité partagée» a été officiellement lancé lors d'une séance parallèle au cours des réunions annuelles du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international à Washington le 6 octobre 2016. Il constitue un aperçu complet des tendances dans les différents secteurs de la finance islamique ; identifie les principaux défis qui freinent la croissance de l'industrie ; et recommande des solutions politiques pour tirer parti de la finance islamique afin d'aider à éliminer l'extrême pauvreté et à construire une prospérité partagée. Le rapport est disponible en ligne ici

<http://irti.org/English/Pages/Publications.aspx>

Vue d'ensemble du rapport

Le rapport développe un cadre théorique de l'économie et de la finance islamiques pour promouvoir la croissance, le développement, et la prospérité partagée, reposant sur quatre piliers fondamentaux : (i) un cadre institutionnel et une politique gouvernementale orientée vers les objectifs de développement durable et de prospérité partagée, en conformité avec les valeurs de l'Islam ; (ii) une gouvernance prudente et un leadership responsable; (iii) la promotion de l'économie et de l'esprit d'entreprise sur la base du partage des risques; et (iv)

¹Economistes à IRTI

l'inclusion financière et sociale pour tous, favorisant la croissance, le développement, et la prospérité partagée.

Pour que le secteur bancaire islamique, en tant que composante la plus importante du secteur de la finance islamique, puisse contribuer pleinement à la prospérité partagée, il est nécessaire :

- de créer un cadre réglementaire et prudentiel propice à la prise en charge du risque systémique entre différentes juridictions
- d'introduire des produits et de services novateurs de partage des risques, plutôt que de se limiter à la reproduction des produits classiques de transfert de risque; d'harmoniser la gouvernance chariatique par des efforts visant à unifier les décisions de Charia à travers les pays sur la finance islamique, ce qui aiderait à accélérer la croissance de l'industrie;
- d'améliorer l'ampleur et l'accès à la finance islamique pour inclure les personnes à faible revenu;
- d'améliorer la liquidité et d'assurer la stabilité en renforçant le capital humain et l'alphabétisation dans la finance islamique.

Le développement du marché financier accompagné d'un plus large accès d'un public à travers un solide cadre juridique et de gouvernance est souhaitable pour promouvoir la prospérité partagée. En effet les *Şukuk* offrent un grand potentiel pour promouvoir la prospérité partagée. L'utilisation des *Sukuk* par les Etats et leurs agences pour mobiliser des moyens de financement est essentielle pour développer une courbe de rendement à long terme et pour développer un marché des *Sukuk* d'entreprises, ainsi que pour promouvoir la transparence et l'efficacité de l'évaluation des actifs. La neutralité fiscale pour les émetteurs et les investisseurs en *Sukuk* pourrait stimuler davantage le marché.

Les caractéristiques des *Sukuk* (partage du risque, adossement à des actifs réels) sont plus adaptées à l'offre de services financiers provenant des institutions financières non bancaires telles que l'assurance islamique, les sociétés de gestion d'actifs, les institutions engagées dans le financement du logement et les sociétés de crédit-bail. Le secteur des *Sukuk* actuellement sous-développé et sous-utilisé dans la finance islamique devrait faire l'objet d'une priorité des décideurs politiques.

Le rôle de la finance sociale islamique est décisif dans les pays où les exclusions et les privations sont élevées. Ce rapport souligne que, pour la plupart des pays d'Asie du Sud et du Sud-Est, ainsi que de l'Afrique subsaharienne, les ressources nécessaires pour alléger les privations pourraient être mobilisées de manière adéquate si le potentiel des institutions de la Zakat et du Waqf est réalisé, ne serait-ce que partiellement.

Le rapport donne également un aperçu sur les initiatives politiques récentes prises par plusieurs pays membres de l'OCI pour mettre en évidence les évolutions récentes dans la politique de promotion de la prospérité partagée, ainsi que dans la promulgation et la mise en œuvre de ces politiques qui se traduisent notamment par l'inclusion du développement du secteur financier islamique dans la stratégie d'inclusion financière des plans nationaux de développement, le renforcement de la gouvernance chariatique, l'amélioration de l'alignement de la réglementation bancaire au niveau national avec les principes émis par les institutions internationales, et l'établissement d'institutions financières diversifiées. De même, l'inclusion financière et sa promotion par l'intégration des institutions de la Zakat et du Waqf, et l'encouragement de la diversification des secteurs prioritaires sont en train de gagner en importance dans les politiques économiques.